

Bruxelles, le 12 décembre 2017

COMITE FEDERAL

Motion d'actualité

Accord fiscal : des cadeaux par millions pour les entreprises et les grosses fortunes

Ce vendredi soir, le Gouvernement a accordé des jouets par milliers aux entreprises et aux grosses fortunes. Contre l'avis expert de l'inspection des finances qui chiffre ces nouvelles lubies à des centaines de millions d'euros, le Gouvernement a en effet adopté une nouvelle réforme fiscale plus dangereuse et couteuse pour notre sécurité sociale que jamais. Qui va payer ces nouveaux caprices ? Les travailleurs bien sûr, encore et toujours les travailleurs ! Alors que chaque année des milliards d'euros sont planqués dans les paradis fiscaux ou échappent à l'impôt ! Pour la FGTB ces cadeaux doivent cesser immédiatement !

1) Réforme de l'impôt des sociétés

Bien qu'absent de la déclaration politique du Gouvernement, c'était promis depuis l'été, maintenant là voilà... la nouvelle usine gaz du Gouvernement fédéral. Après son *taxe pshiiit*, le Gouvernement se lance donc dans une nouvelle aventure fiscale tout aussi ambiguë, mal conçue et surtout aux incidences budgétaires sous-évaluées. Les travailleurs paieront assurément l'addition salée de ce nouveau cadeau fait aux entreprises. Pour nous faire avaler cette couleuvre, le Gouvernement nous promet un impôt minimum des sociétés qui n'est qu'un leurre puisqu'il y a de grand risque qu'il se révèle inefficace étant donné sa non-conformité avec les règles européennes.

2) 6000 euros/an sans cotisations sociales et défiscalisés

Avec ce nouveau projet de loi, le Gouvernement ouvre grand la porte au dumping social. Loin des discours, et contre l'avis unanime des partenaires sociaux, le gouvernement souhaite par cette voie légaliser le travail au noir, renforcer la concurrence déloyale et faciliter la vie des fraudeurs. Voilà un cadeau supplémentaire qui coutera cher à l'État et aux travailleurs ! En effet, d'après le SPF Finance, cela coutera même 150 millions d'€ au budget et à la sécurité sociale. Au profit de qui ? ni les utilisateurs, ni les travailleurs. Le seul profit sera réalisé par des sociétés sans noms, ni visages tels qu'Uber et Deliveroo.

3) « Cash for car »

Des sous, des sous, toujours des sous... le Gouvernement propose dorénavant du cash à la place d'une voiture de société. A croire que les pics de pollution et le réchauffement climatique n'existent pas. A croire que la mobilité douce et les services publics de transport n'existent pas. A croire surtout qu'ils ne savent pas lire, puisque les interlocuteurs sociaux s'étaient accordés sur une proposition crédible et juste du point de vue économique, social et environnemental.

4) Taxe sur les compte-titres ou taxe fantôme

Enfin, d'une réelle taxe sur la fortune, il n'en est pas question. En effet sous le couvert de tours de passe-passe, le Gouvernement a décidé de transformer cette taxe en un écran de fumée. De sorte que l'on pourrait parler de taxe fantôme tant ces effets seront nuls et ne toucheront qu'une infime proportion des grosses fortunes.

Pour la FGTB, ces cadeaux aux entreprises et aux grosses fortunes doivent cesser. Ces cadeaux fiscaux sont d'autant plus injustes que le Gouvernement s'évertue à nous faire travailler plus pour gagner moins et à s'attaquer sans relâche à nos pensions ! La FGTB reste convaincue de la nécessité d'une réelle réforme fiscale qui soit juste et qui permette de lutter plus efficacement contre l'évasion et la fraude fiscale. Pour la FGTB, cette future réforme fiscale devra être concertée, socialement juste et avec des objectifs clairs.